

L'échelle sociale se transforme

Nantis et défavorisés ne sont plus les mêmes qu'il y a quinze ans

Georges Hatchuel et Jean-Pierre Loisel

Les inégalités se conjuguent au pluriel: loin de se limiter au seul domaine du revenu, elles concernent, en fait, un ensemble de situations dont le cumul différencie sensiblement les conditions de vie des divers groupes de la population. C'est pourquoi le CRÉDOC a construit un indicateur synthétique tenant compte de dix-sept variables significatives des situations de vie des Français: revenus, mais aussi équipements des ménages, pratiques de loisirs, niveau culturel, chômage... Suivi sur quinze ans, cet indicateur d'inégalités permet d'étudier comment sont distribués les principaux attributs de l'aisance matérielle et comment leur répartition a évolué depuis 1980.

L'amélioration générale des conditions de vie intervenue depuis quinze ans s'est accompagnée d'un accroissement des inégalités et d'une modification de la composition des groupes du haut et du bas de l'échelle sociale. L'étude du CRÉDOC met aussi en évidence un accroissement du sentiment de précarisation. Cette évolution d'ensemble n'empêche pas que les inégalités de situations correspondent à des modes de « penser le monde » très différenciés entre les défavorisés et les nantis.

Deux grands pôles d'inégalités

Les travaux du CRÉDOC sur l'évolution des «ressources» des Français depuis quinze ans permettent de montrer que les inégalités se structurent selon deux oppositions principales:

La première distingue les détenteurs d'un fort capital financier et culturel, combinant revenus et patrimoines confortables à un niveau de diplôme et de pratiques culturelles élevé, de ceux qui s'en trouvent dépossédés.

Un second facteur d'inégalités plus «subjectives» vient se superposer à ce premier clivage: il s'agit de la sensibilité à la conjoncture économique, aux contraintes du marché.

Il met face à face des Français qui s'imposent des restrictions sévères, ont l'impression que leurs conditions de vie vont en se détériorant, et vivent dans une inquiétude persistante, et des personnes plus sereines, moins réactives aux aléas de la conjoncture.

En tout état de cause, en quinze ans, un double mouvement a touché l'ensemble de la population.

Globalement, les Français ont vu leurs capacités financières et culturelles s'accroître, surtout de 1985 à 1990.

La sensibilité à la conjoncture s'est fortement accrue (surtout de 1980 à 1985, puis de 1990 à 1994), traduction de la montée du chômage et de la crainte d'en être touché. Plus aucune catégorie sociale ne se sent aujourd'hui à

Ecart entre groupes extrêmes (indicateur du CRÉDOC, toutes variables confondues)

	Situation de chaque groupe, en indice ⁽¹⁾		
	1980-1981	1987-1988	1993-1994
10% des ménages les plus défavorisés (A)	50	46	47
10% des ménages les plus favorisés (B)	153	154	153
Ensemble de la population	100	100	100
Rapport entre groupes extrêmes (B/A)	3,1	3,3	3,3

(1) La valeur 100 pour l'ensemble de la population correspond au nombre total «d'attributs favorables» possédés en moyenne par les Français (indicateur du CRÉDOC synthétisant dix-sept variables). Les 10% du bas de l'échelle sont les 10% de ménages dont le nombre d'attributs favorables est le plus faible; les 10% du haut sont ceux dont ce nombre est le plus élevé.

Ecart entre groupes extrêmes (hors variables d'équipement du logement)

	Situation de chaque groupe, en indice ⁽¹⁾		
	1980-1981	1987-1988	1993-1994
10% des ménages les plus défavorisés (A)	48	44	40
10% des ménages les plus favorisés (B)	156	159	159
Ensemble de la population	100	100	100
Rapport entre groupes extrêmes (B/A)	3,3	3,6	4,0

(1) Le tableau s'analyse comme le précédent. Simplement, l'indicateur dont il est question ici exclut le niveau d'équipement du logement des ménages (confort de base, biens sélectifs possédés).

Source: CRÉDOC, Enquêtes «Conditions de vie et Aspirations des Français»

l'abri de la crise, ou n'échappe à une certaine «précarisation ressentie»: accroissement des inquiétudes, du sentiment de menace du chômage ou de dégradation des conditions de vie.

Une amélioration générale des conditions de vie

Pour mesurer de façon plus précise les écarts de situations, le CRÉDOC a construit un indicateur qui comptabilise pour chaque ménage le nombre «d'attributs favorables» dont il dispose (aussi bien en termes de capital financier et culturel que de sensibilité conjoncturelle du type «restrictions subies», «chômage effectif», etc.): plus ce nombre est élevé, plus le foyer est «avantagé»; plus il est faible, plus on considère le ménage comme défavorisé.

L'analyse de cet indicateur sur quinze ans conduit à trois constats principaux. Le premier est relatif à une certaine amélioration générale des conditions de vie de la population. Cette évolution est essentiellement due à l'amélioration de l'équipement des ménages (confort de base du logement, biens sélectifs tels que le lave-vaisselle et le magnétoscope). Par exemple, WC intérieurs, douche ou baignoire, eau chaude et téléphone équipent maintenant 94% des ménages français, contre 56% en 1980.

Un accroissement modéré des inégalités

Le second porte sur la tendance à l'accroissement des inégalités. Entre les ménages les plus favorisés (les 10% du haut de l'échelle) et les plus défavorisés (les 10% du bas), la période a en effet été un peu plus bénéfique aux premiers: les ménages favorisés étaient, en 1994, 3,3 fois mieux dotés (en cumulant les ressources, les biens d'équipement, le patrimoine) que les défavorisés, contre 3,1 fois en 1980.

Ce léger accroissement des écarts résulte d'effets croisés: dans la plupart des domaines autres que l'équipement des ménages, les inégalités entre groupes extrêmes ont assez nettement augmenté. L'indicateur d'inégalités, hors variables d'équipement, montre que l'écart entre catégories du haut et du bas de l'échelle est passé de 3,3 à 4,0 en quatorze ans.

Les groupes favorisés ont encore plus conforté leurs avantages sur trois points: les placements financiers (valeurs mobilières, épargne-liquide), l'accession à des biens sélectifs tels que le lave-vaisselle ou le magnétoscope et le patrimoine (biens immo-

biliers et fonciers y compris son propre logement). Les ménages favorisés ont donc davantage accentué leur profil de «possédants».

Le groupe du bas de l'échelle, quant à lui, a pu accéder au confort de base de son logement. Paradoxalement, il a aussi gagné des «points» en matière de «moral». Mais ce n'est pas parce que ce groupe voit un peu moins en «noir» l'évolution de son niveau de vie passé; en réalité, cela tient au fait que les ménages favorisés ont davantage le sentiment qu'il y a quatorze ans que leur situation propre s'est dégradée. Or, dans les faits, les ménages défavorisés sont, aujourd'hui, nettement plus souvent touchés par le chômage, plus fréquemment locataires, notamment en HLM, et moins souvent possesseurs d'une épargne liquide. L'amélioration générale des conditions de vie n'a donc pas qualitativement touché de la même façon les groupes extrêmes: les ménages du bas de la hiérarchie sociale ont «reculé» en termes relatifs sur l'échelle des ressources.

Un remodelage des groupes «extrêmes»

Enfin, troisième constat, cette évolution s'est accompagnée de modifications sensibles dans la composition même de chacune des classes du haut et du bas de l'échelle.

Deux fois plus de chômeurs en quinze ans au bas de l'échelle

Il y a quinze ans, au sein des 10% de foyers les plus défavorisés, la moitié se composait de retraités. 19% du groupe étaient, par ailleurs, constitués de chômeurs, principalement anciens ouvriers. Aujourd'hui, la part des chômeurs a doublé chez les défavorisés,

pour en représenter 37%. A l'inverse, la part des retraités a sensiblement diminué: elle est passée de 49% à 32%. Ce sont surtout les retraités vivant en couple qui ont presque complètement disparu du groupe. Nombreuses sont les personnes du bas de l'échelle qui s'imposent régulièrement des restrictions sur l'alimentation, habitent en HLM et ne disposent d'aucun diplôme. Ils possèdent rarement (à peine 30%) des valeurs mobilières ou de l'épargne liquide. Il en est de même pour l'automobile: sept «défavorisés» sur dix ne disposent d'aucune voiture. Les membres de ce groupe ont cependant connu, en quinze ans, une amélioration de leur «confort de base»: 75% bénéficient désormais, dans leur logement, de WC intérieurs, d'eau chaude, d'une douche et du téléphone (contre 21% en 1980).

En haut de l'échelle:

L'essor des retraités vivant en couple

Au début des années quatre-vingt, le groupe du haut de l'échelle, les 10% les plus favorisés, était constitué de 82% d'actifs: cadres supérieurs, indépendants ou cadres moyens vivant en couple.

Mais en quinze ans, deux catégories ont vu leur poids augmenter: les cadres supérieurs représentent maintenant 28% du groupe, soit + 4 points. D'autre part et surtout, les rangs des retraités aisés se sont gonflés, principalement ceux qui vivent en couple: leur part au sein des ménages du haut de l'échelle sociale a été multipliée par trois, 22% aujourd'hui, contre 8% en 1980. Cette forte montée en puissance de retraités «nantis» – 70% possèdent une résidence secondaire, plus des trois quarts disposent de valeurs mobilières... – s'est effectuée au détriment des actifs autres que les cadres supérieurs et les indépendants: leur part est passée de 42% à 28% en quinze ans.

Les principaux points d'ancrage des inégalités

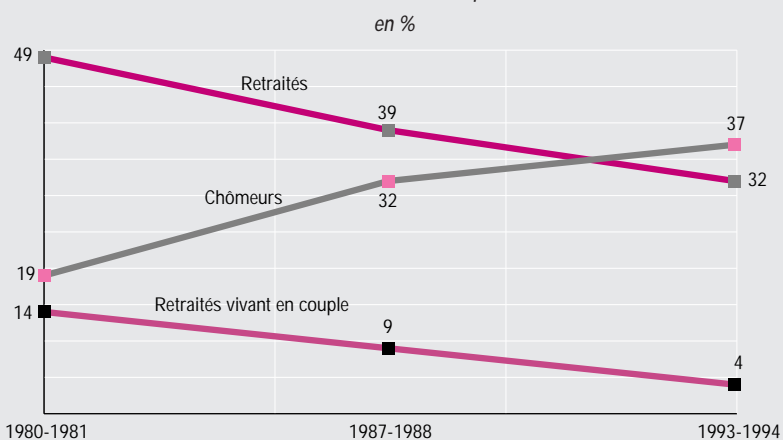
Quelques caractéristiques des ménages du haut et du bas de l'échelle en %

	Les 10% d'individus du bas de l'échelle	Les 10% d'individus du haut de l'échelle
Disposent, dans leur foyer, de moins de 4 000 F mensuels	41	0
Disposent, dans leur foyer, de plus de 17 000 F mensuels	0	71
Possèdent des valeurs mobilières	2	63
Habitent en HLM, ILM	42	4
Ne disposent d'aucune voiture	69	0
S'imposent régulièrement des restrictions sur l'alimentation	62	4
S'imposent régulièrement des restrictions sur les soins médicaux	30	2
Estiment que leur niveau de vie s'est beaucoup dégradé depuis dix ans	54	10
Ne disposent d'aucun diplôme	46	7

Source: CRÉDOC, Enquêtes «Conditions de vie et Aspirations des Français» 1994

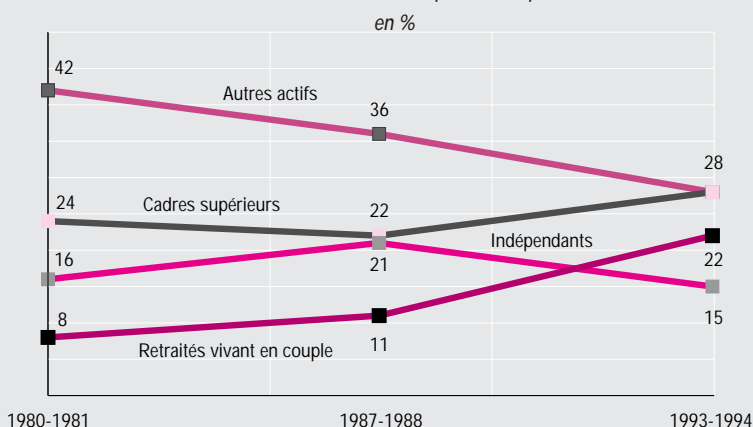
Les principales évolutions en haut et en bas de l'échelle au cours des quinze dernières années

En bas de l'échelle sociale: deux fois plus de chômeurs



Exemple de lecture: en 1980-1981, le groupe du bas de l'échelle sociale comptait 19% de chômeurs; en 1993-94, il en compte 37%.

En haut de l'échelle sociale: trois fois plus de couples de retraités



Exemple de lecture: en 1980-1981, le groupe du haut de l'échelle sociale comptait 8% de retraités; en 1993-94, il en compte 22%.

Source: CRÉDOC, Enquêtes «Conditions de vie et Aspirations des Français», 1980-1994

D'inégales visions du monde

Sans entrer dans un schéma par trop manichéen qui mettrait face à face deux «univers» antagonistes, d'un côté des privilégiés satisfaits et de l'autre, des défavorisés frustrés, force est de constater que les inégalités factuelles s'accompagnent de perceptions du monde très différentes, sensiblement dépendantes de la place occupée par chacun dans l'échelle sociale.

Les défavorisés sous-estiment les inégalités

Moins à l'aise dans l'expression même de leur situation et de ce qui en découle – les non-réponses sont systématiquement plus fréquentes chez eux –, les défavorisés ont tendance à minimiser les inégalités de revenus: selon eux, le PDG d'une grande entreprise bénéficierait de ressources 9,7 fois supérieures à celles d'un manoeuvre. L'écart estimé par les privilégiés est de 13,4.

Cette sous-estimation relative est symptomatique de deux manières de percevoir le monde, et relève plus généralement de l'opposition entre deux tendances:

- d'un côté, des défavorisés repliés sur leurs propres problèmes, frileux devant le progrès et les découvertes scientifiques, et globalement inquiets notamment de l'avenir et de l'éventualité d'une guerre;
- de l'autre, des privilégiés intellectuellement ouverts aux problèmes du monde, plutôt confiants dans le progrès et l'avenir, et en apparence satisfaits de leur situation comme du monde tel qu'il est.

Les différences d'attitudes qui en découlent sont particulièrement marquées dans trois domaines.

Réformes ou changements radicaux

Les privilégiés manifestent globalement une attitude plus critique que l'ensemble de la population à l'encontre de l'action des pouvoirs publics, jugés insuffisamment efficaces: 77% des «favorisés» les trouvent peu ou pas efficaces sur le chômage; 58% pensent qu'ils n'agissent pas assez en matière d'environnement... Adoptant une attitude libérale au sens économique du terme, les ménages favorisés rejettent plutôt les interventions publiques, en particulier lorsqu'elles empiètent sur les attributions des entreprises. Mais c'est une position encore plus critique vis-à-vis de l'État que soutiennent les «défavorisés», marquant leur «frustration» face à une puissance publique qui n'est pas aussi omniprésente qu'ils le souhaiteraient: ce n'est pas son inefficacité qui est en cause, mais plutôt sa «timidité».

Ces deux approches antagonistes conduisent les groupes à des demandes divergentes: les plus nantis appellent à des réformes progressives de la société, tandis qu'une forte proportion des défavorisés demandent, quant à eux, des changements radicaux.

Solidarité et responsabilisation

Les «défavorisés» font logiquement preuve d'une grande compréhension à l'égard des chômeurs: ils estiment que ceux-ci n'ont «pas eu de chance». Dans ce contexte, les ménages du bas de l'échelle sont surtout dans l'attente de solutions concrètes contre la misère: 61% d'entre eux souhaitent avant tout de l'argent pour aider les familles en difficulté, opinion soutenue par 29% seulement des privilégiés, qui optent plutôt pour des aides sous forme d'équipements collectifs ou de services. Le regard distancié des plus aisés comporte aussi des critiques. Plus convaincus de la nécessité de mieux responsabiliser les allocataires d'aides sociales (pour 42% d'entre eux, le RMI risque d'inciter à ne pas chercher de travail), les ménages favorisés se veulent plus

Deux visions opposées de la société et de l'avenir

Opinions sur la famille, la justice, les prestations sociales et le progrès
en%

	Les 10% d'individus du bas de l'échelle	Les 10% d'individus du haut de l'échelle
Estiment que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu	68	57
Estiment que les jeunes qui restent au domicile de leurs parents alors qu'ils exercent une activité doivent donner une participation financière pour le loyer	82	62
Estiment que les femmes ne devraient jamais travailler, ou ne jamais travailler quand elles ont des enfants en bas âge	44	24
Estiment que la justice fonctionne très mal	34	16
Estiment que pour mieux aider les familles, il vaut mieux leur fournir des aides en nature	38	70
Estiment que les découvertes scientifiques n'améliorent pas du tout la vie quotidienne	28	4
Sont « beaucoup » inquiets du risque de guerre	47	20

Source: CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » 1995

stricts sur les modalités d'indemnisation et se satisfont davantage de déclarations de principe relativement peu impliquantes, même s'ils marquent un intérêt soutenu pour « le traitement de la pauvreté et de l'exclusion ».

Famille refuge, famille tremplin

Enfin, la notion même de famille trouve des acceptions différentes dans les deux groupes. C'est d'une famille « refuge », voire « repli », dont nous parlent les « défavorisés »: très restrictive, cette vision assimile la famille

au foyer, c'est-à-dire au regroupement des personnes vivant sous le même toit. Elle est un lieu de protection, « le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » pour 68%, mais aussi de production sociale: échanges, entraide, circulation d'argent (celui qui a un revenu doit en faire profiter l'ensemble des membres présents)... En revanche, à partir du moment où les jeunes ont pris leur indépendance du foyer parental, l'aide familiale s'interrompt sous la contrainte, le jeune sortant de ce circuit fermé.

Les « privilégiés » définissent plutôt la famille comme un tremplin, une valeur moins concrète, quoique vraisemblablement tout aussi importante, aux liens spatiaux plus distendus. La solidarité – en particulier financière – perdure après le départ des jeunes. Ce départ est d'ailleurs d'autant mieux accepté qu'il ne remet pas en cause le fonctionnement d'une cellule où, par ailleurs, la femme est également plus libre de choisir d'exercer une activité professionnelle. Rien d'étonnant alors à ce que la famille « idéale » soit composée de deux enfants pour les plus favorisés (c'est l'avis de 53% d'entre eux), et de trois ou plus pour ceux du bas de l'échelle (49% le pensent). ■

L'indicateur d'inégalités du CRÉDOC

Les variables qui ont le plus contribué à l'évolution des inégalités entre groupes extrêmes entre 1980 et 1994.

Variables ayant contribué à réduire les écarts:

- équipement de base (disposition de WC intérieurs, d'eau chaude, d'une douche ou baignoire et du téléphone);
- opinions sur l'évolution de son niveau de vie personnel depuis dix ans (plus grande détérioration relative chez les nantis);
- revenu par personne dans le ménage.

Variables ayant contribué à accroître les écarts:

- équipement sélectif (piano, lave-vaisselle, magnétoscope);
- possession de valeurs mobilières et d'épargne liquide;
- possession de biens immobiliers et fonciers;
- statut d'occupation du logement (locataire/propriétaire);
- taux de chômage;
- niveau de diplôme.

Source: CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Pour en savoir plus

• Les données présentées sont issues des enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » du CRÉDOC, réalisées en janvier et juin de chaque année auprès d'un échantillon de 2 000 personnes représentatives de la population française âgée de 18 ans et plus. Les travaux présentés ici portent sur les vagues d'enquête du début 1981 au début 1995. Ils ont fait l'objet de deux rapports:

• « Les inégalités en France: évolution 1980-1994 », F. Berthuit, A. Dufour, G. Hatchuel, janvier 1996, *Cahier de Recherche du CRÉDOC* n° 83, disponible au CRÉDOC, prix: 230 francs TTC.

• « Les inégalités en France: les différentes façons de "penser" en haut et en bas de l'échelle sociale », G. Hatchuel, A.-D. Kowalski, J.-P. Loisel, juillet 1996, *Cahier de recherche du CRÉDOC* n° 90, disponible au CRÉDOC, prix: 160 francs TTC.

CRÉDOC

Consommation et Modes de Vie



Publication du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CRÉDOC)



Directeur de la publication: Robert Rochefort



Rédacteur en chef: Yvon Rendu



Relations publiques: Brigitte Ezvan



142, rue du Chevaleret, 75013 Paris

Tél.: 01 40 77 85 01



Diffusion par abonnement uniquement

200 francs par an

Environ 10 numéros



Commission paritaire n° 2193

AD/PC/DC

CRÉDOC Formation

Séminaires

« Faut-il croire à une reprise de la consommation ? »

mardi 14 janvier 1997
Hôtel Lutétia (Paris)



« Pratique des études économiques sectorielles »

les 30 et 31 janvier 1997
CRÉDOC (Paris)

Renseignements et tarifs: Franck Lehuédé
01.40.77.85.63.